

Les subsides

capacité de recherche et de développement que la British Telecom n'a pas. On l'a soulevé cela. Ce n'est pas une corporation qui fait de la recherche, British Telecom. C'est une compagnie de services. Elle vient ici et elle achète une compagnie qui, essentiellement, fait de la recherche et du développement, qui a reçu 30 millions de dollars du gouvernement dans les dernières années plus, Dieu le sait, des encouragements fiscaux, des encouragements au niveau de la recherche scientifique.

Le député vient de nous dire que cela n'a pas d'importance. Moi je lui dis que cela a une grande importance pour nous. Et c'est ce que nous voulons garder. Nous voulons garder ici au Canada nos investissements, notre recherche et notre développement, et on ne veut pas qu'une compagnie étrangère vienne acheter pour ensuite éliminer probablement ces compagnies canadiennes qui ont eu un impact important sur la création d'emplois ainsi que sur l'économie canadienne.

Mme B. Tardif: A mon avis, l'exemple qui nous est encore apporté est une preuve qu'il y a des attitudes pessimistes et des attitudes optimistes à la Chambre. L'attitude que vient de nous démontrer l'honorable député est une attitude pessimiste. Du moment que l'on pense qu'il y a un investissement, et on a fait la démonstration quand même qui n'était pas beaucoup différente de celui qui est, mais qui va permettre à l'entreprise de toucher de nouveaux capitaux et de pouvoir prendre de l'expansion.

Dès qu'on a l'image de cet investissement qui va être fait au Canada, on voit immédiatement que la technologie, elle, va disparaître. Au lieu de dire que ce qu'on va faire avec cet argent va être de donner de l'expansion à une compagnie et lui permettre de se développer encore sur le marché extérieur et de pouvoir être plus forte dans ses recherches et sa technologie... Et j'espère bien que, après cette période de temps, elle va devenir suffisamment forte pour ne plus avoir besoin des subventions du gouvernement pour effectuer sa recherche et son développement.

M. Gauthier: Monsieur le Président, la députée va être un jour ministre, j'en suis certain, parce qu'elle est très gentille.

Mais ce qu'elle vient de dire... En fait, c'est une espérance qu'elle a. Je voudrais lui signaler une chose, c'est que la recherche et le développement des compagnies étrangères au Canada est de notoriété faible. Les compagnies canadiennes font beaucoup plus de recherche que j'appellerais «domestique» qu'en font les compagnies étrangères. C'est connu, c'est prouvé. Vous n'avez qu'à consulter les bouquins, les conseils de science que nous avons au Canada. Pourquoi vous obstiner à dire que les compagnies canadiennes ont besoin de compagnies étrangères pour venir leur dire quoi faire? Moi, je ne comprends pas!

Mme B. Tardif: Monsieur le Président, on n'a surtout pas besoin que les compagnies étrangères viennent dire à nos compagnies ce qu'elles peuvent faire. Mais, par contre, si elles ont de l'argent à investir et qu'il y a un besoin d'argent et que c'est le seul moyen de tenir une compagnie en bon état financier, moi je dis «bravo» également, et c'est comme cela justement qu'on va pouvoir continuer.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur le Président, je voudrais poser une question à ma collègue de Charlesbourg (M^{me} B. Tardif). Pense-t-elle que l'investissement étranger aide à la création d'emplois au Canada? Oui ou non? Et si oui, pense-t-elle que le nouveau gouvernement crée ce nouveau climat pour cet investissement étranger?

Mme B. Tardif: Monsieur le Président, c'est justement l'objectif de cette loi. C'est qu'on veut changer la réputation du Canada, amener de nouveaux investissements parce qu'on veut créer des emplois partout au Canada.

M. Gauthier: Monsieur le Président, la députée répond bien, mais ce qu'elle oublie, ce sont les faits. C'est que, l'an dernier, il y a eu 4 milliards 100 millions de dollars d'investissements au Canada. Il n'était pas nécessaire de modifier la Loi sur l'investissement. Au contraire, il fallait tamiser et voir... 97 p. 100 des demandes ont été approuvées. C'est une «saprée» bonne moyenne! Je dirais à la députée: Si vous pouvez faire mieux, on va comparer les notes, vous êtes très gentille, je vous aime bien, c'est la compagnie que vous tenez qui n'est pas correcte. Mais je vous dis simplement que les faits sont là: 4.1 milliards de dollars, et 97 p. 100, c'est bon. Je pense que c'est excellent.

Mme B. Tardif: Monsieur le Président, de nombreuses critiques ont été faites à l'endroit de l'AEIE. Une des critiques portait sur les délais et la réputation qu'on avait à l'étranger. On va peut-être avoir encore de meilleurs investisseurs, et encore des investisseurs qui vont venir développer de meilleures technologies au Canada, et cela sera au bénéfice de l'ensemble des Canadiens.

[Traduction]

M. Turner (Ottawa-Carleton): Voilà qui devient fort intéressant, monsieur le Président. On lance des chiffres, on parle de 4.1 milliards de dollars d'investissements, on dit que 97 p. 100 des demandes ont été approuvées, et c'est exact. Mais combien d'autres capitaux auraient été investis au Canada s'il régnait chez nous un climat propice à l'investissement canadien et à l'investissement étranger? Vraisemblablement 2 ou 3 fois plus que 4 milliards de dollars. Ne tenons pas compte de ces chiffres stupides que le député d'Ottawa-Vanier (M. Gauthier) nous a fournis.

● (1730)

[Français]

M. le vice-président: L'honorable député prend la parole sur une question ou un commentaire.

M. Gauthier: Monsieur le Président, quand on avait des difficultés, quand la récession était avec nous, où étaient ses grands amis riches? Où étaient-ils ces gens qui voulaient investir au Canada? Ils n'étaient pas ici. Alors, je lui dirai que lorsque les temps sont difficiles, il n'y a personne qui vient, et il dit alors: Si on avait donc pensé... Qu'est-ce que vous voulez?

[Traduction]

M. le vice-président: A l'ordre. Reprise du débat.

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre part au débat sur la motion à l'étude. Il est intéressant de noter que lorsque les libéraux sont dans l'opposition ils préconisent des politiques et des mesures législatives dont ils ne tiennent absolument aucun compte ou qu'ils présentent sous une forme édulcorée lorsqu'ils sont au pouvoir.

Durant les dernières années du régime libéral, plus de 95 p. 100 des offres d'investissement en vue de prendre en main des sociétés canadiennes soumises à l'AEIE par des investisseurs